



Communiqué à l'occasion du sommet de l'OTAN du 14 juin 2021

Non à la volonté de domination des USA via l'Otan

Successivement, à Londres les 12 et 13 juin 2021 au G7 sur les questions économiques et le 14 juin à Bruxelles sur les questions politiques et militaires, le nouveau Président des États-Unis va vérifier que ses alliés font bien ce qu'il attend d'eux. N'a-t-il pas répété plusieurs fois que sa politique allait être de renforcer le leadership des USA : différence de style avec son prédécesseur mais continuité dans les objectifs.

Des grandes manœuvres militaires US partant des USA jusqu'aux frontières orientales de l'UE, ont commencé début 2020, continuent en 2021 et sont encore prévues en 2022. Elles mobilisent des dizaines de milliers de soldats étatsuniens en plus de ceux déjà présents et des soldats des pays européens, sans parler des avions et autres engins de combat. D'autres manœuvres dans l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, sur 13 fuseaux horaires, sont annoncées pour 2022. En France, un pas a été franchi en permettant que des troupes et matériels US débarquent dans des ports français, La Rochelle en juillet 2020 et Calais en février 2021, pour la première fois depuis 1966 et qu'ils s'installent même provisoirement dans des bases françaises. 4 bombardiers lourds B52, capables de porter des bombes atomiques, ont sillonné le 2 juin 2021 le ciel européen, dont la France, qui a envoyé deux Rafale pour l'accompagner au-dessus de l'île de France : simple démonstration ou rappel à l'ordre étatsunien à l'adresse de ses alliés ?

Rappelons que les traités organisant l'Union européenne, dont celui de Lisbonne (2010), confient à l'Otan la politique de Défense des 27 pays membres, qui peuvent ainsi se trouver impliqués dans des conflits qui ne les concernent pas. En plus des 3 pays ayant développé leur propre arsenal nucléaire, USA, Royaume uni, France, d'autres pays comme l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie (sans doute) ou la Turquie qui en détiennent dans les bases Otan et US sur leur sol deviendraient de fait des cibles prioritaires d'un ennemi éventuel. La mise en application du Traité d'Interdiction sur les Armes Nucléaires, le TIAN, le 22 janvier 2021, n'a pas arrêté la poursuite de la modernisation de ces armes devenues illégales. L'Otan en tant que telle, participe au renforcement de la militarisation et à la nucléarisation des relations internationales.

Dans le cadre de sa réflexion stratégique sur ce que pourrait devenir l'OTAN en 2030, une place importante est donnée à la militarisation des esprits, en particulier vers la jeunesse. La mise en place actuelle en France du Service National Universel, le SNU, préjuge de la même politique.

Nos concitoyens sont peu sensibilisés à ce qui concerne l'Otan et ses 30 Etats membres dont 28 européens, malgré le danger important qu'elle représente : à l'occasion de ces événements nous devons rompre le silence mis en place par la Présidence de la République et expliquer largement les enjeux vitaux en cours.

Les 50 organisations membres du Collectif français « non à l'Otan, non à la guerre » appellent leurs militants et amis à se joindre aux initiatives qui seront proposées les 13 et 14 juin devant des mairies et des préfectures, ainsi que devant les ambassades des pays membres de l'Otan pour demander la sortie de leur pays de cette pieuvre extrêmement dangereuse, et au-delà sa dissolution. A travers ces actions nous exprimerons aussi notre solidarité militante avec les peuples et les mouvements qui vont se mobiliser au même moment dans différents pays, notamment ceux qui sont membres de la coalition internationale « no to War, no to Nato »

Un contresommet va être organisé à l'initiative de la coalition internationale « No to War, no to NATO » dont notre collectif fait partie, le dimanche 13 et le lundi 14 juin, en présentiel à Bruxelles et en vidéoconférence : voir [le programme en cliquant ici](#).

Le collectif français tiendra une conférence de presse en visio le lundi 14 juin à 11h, merci de nous contacter si vous êtes intéressé.

Paris le 3 juin 2021

Collectif français « non à l'OTAN, non à la guerre »
<https://www.otannon.org/>, e-mail :otan-non@orange.fr

Organisations membres du Collectif français :

Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis contre la Guerre (4ACG) – Abolition des Armes Nucléaires, Maison de Vigilance – Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) – Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) – Collectif Faty Koumba: Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence – Conseil Démocratique Kurde de France (CDK-F) – Droit Solidarité – Enseignants pour la Paix (EPP) – EELV – Femmes Égalité – Femmes Solidaires – Initiative Féministe Euromed (IFE-EFI) – Iraniens contre la guerre – Le Mouvement de la Paix – Libertés et Partage – Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la WILPF – Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) – Mouvement de l'Objection de Conscience, MOC Nancy – Mouvement de la Jeunesse Communiste de France (MJCF) – Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) – Pour une écologie populaire et sociale (PEP'S) – Collectif Ni Guerre ni État de Guerre – Parti de la Démondialisation (ParDem) – Parti communiste français (PCF) – Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) – Pôle de la Renaissance Communiste en France (PRCF) – Sortir du colonialisme – UD CGT 75 – Union pacifiste de France (UPF) – Union Syndicale Solidaires.

Sites internationaux :

www.no.to.nato.org

<https://cnduk.org/no-to-nato-oppose-2021-summit/>

<https://vrede.be/en>

<https://cnduk.org/resist-the-g7/>